



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 06 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Déchetterie de Corné

15 avenue Legoulz de la Boulaie - Baugé
49150 Baugé-En-Anjou

Références : EC-2025-170-ENRE-déchetterie_CUALM-Corné -RAP
Code AIOT : 0006302510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement Déchetterie de Corné implanté Le Point du Jour Corné 49630 Loire-Authion. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Déchetterie de Corné
- Le Point du Jour Corné 49630 Loire-Authion
- Code AIOT : 0006302510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Actions régionale – vérification des installations électriques
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/12/1997, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/03/2012, article 21	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure,	6 mois
6	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32, 34 et 38	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Déchets produits par l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 44	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Règles d'aménagement du site – sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
3	AR 1 - Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
5	Vérifications périodiques et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Sans objet
10	Entreposage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2	Sans objet
13	plan de formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchèterie de Corné a été intégrée à la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole (CUALM) en 2022.

Elle est confrontée à des problèmes structurels de ses aménagements et sa localisation au sein de la CUALM ont engagé l'exploitant à rechercher un site en vue de sa relocalisation.

Dans l'attente d'un nouvel établissement, des mesures transitoires doivent être mises en œuvre.

L'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative et améliorer la gestion de son site actuel sur les thématiques suivantes:

- Moyens de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction,
- Modalités de stockage et de gestion des déchets dangereux,
- Suivi des rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'absence de suivi des rejets, l'absence d'un poteau d'incendie, d'une prise d'eau ou d'une réserve incendie avec un volume et un débit suffisant et l'absence d'un dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées, notamment lors d'un incendie, constituent des non-conformités majeures à la réglementation, pouvant être de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

En ce sens, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Sarthe un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1997, article 1					
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative					
Prescription contrôlée :					
La déchèterie de Corné sur le territoire de la commune de Loire-Authion, bénéficie de:					
<ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté préfectoral D3-97 n° 1149 du 8 décembre 1997 qui autorise la président du SICTOM de la Vallée de l'Authion à exploiter une déchèterie au lieu-dit "le Pont du jour", • d'un récépissé de changement d'exploitant du 17 février 2011 actant que le SMICTOM de la Vallée de l'Authion devient le nouvel exploitant, • d'un courrier du 23 mai 2013 accordant le bénéfice des droits acquis suite aux modifications de la nomenclature des installations classées et fixant le classement des activités de l'établissement comme il suit: 					
Ancienne Rubrique	Nouvelle rubrique	Quantité/Volume	Désignation	Ancien classement	Nouveau classement
2710-1 (superficie 17 985 m ²)	2710.1.b	Déchets dangereux : 3 t	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 600 m ³	A	DC
	2710.2.a	Déchets non dangereux : 2 260 m ³ dont 2 000 m ³ de déchets verts			A
2260.2	2791.2	Broyage de déchets verts	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traitée étant ; 2) inférieure à 10 t/j	D	DC
<ul style="list-style-type: none"> • d'un récépissé de changement d'exploitant du 05/02/21 actant que la Communauté de Communes Beaugois Vallée est le nouvel exploitant. 					

Constats :

La communauté urbaine d'Angers Loire Métropole dénommée ci-après l'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 27 février 2025, un courrier de la Communauté de Communes Beaugeois Vallée non daté et adressé à la DREAL Pays-de-la-Loire qui mentionne que l'exploitation de la déchèterie de Corné va être transférée à la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole au 1er janvier 2023.

L'inspection constate que depuis ce transfert, la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole n'a pas procédé à la notification du transfert de la déchèterie de Corné.

L'exploitation a été confiée au groupe Brangeon via un marché de prestation.

Depuis le courrier du préfet de Maine-et-Loire du 29 mai 2013 sus-mentionné, les décrets n°2018-458 du 6 juin 2018 et n°2018-704 du 3 août 2018 sont venus modifier la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

-2710.2 : suppression du régime d'autorisation pour le remplacer par le régime de l'enregistrement.

- 2791.2 : création de la rubrique 2794 pour l'activité de broyage de déchets verts :

A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis de demande de bénéfice des droits acquis pour les rubriques 2710.2 et 2794.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la quantité de déchets verts broyés s'élève en moyenne à 1920 tonnes/an, à raison d'une campagne tous les 3 semaines/ 1 mois. La prestation de broyage est assurée par l'entreprise DUFEU SAS VEOLIA à Noyant Villages.

Cela représente une quantité de déchets verts broyés en instantané sur le site de 127 tonnes.

L'inspection indique qu'au vu des quantités déclarées par l'exploitant, les activités classées sous la rubrique 2794 relèvent à l'heure actuelle du régime de l'enregistrement et non plus du régime de la déclaration.

L'exploitant précise qu'il a pour projet de re-localiser la déchèterie de Corné sur un autre terrain d'ici 3-4 ans. Un nouveau site a été retenu sur la commune d'ANDARD et des études environnementales sont en cours.

Post-visite, l'exploitant nous transmet par mail du 7 avril 2025, le compte-rendu de la réunion du 11 décembre 2024 relatif à la recherche de sites pour la relocalisation de la déchèterie de Corné. Ce compte-rendu précise que la recherche d'un site est rendue difficile de part le zonage PPRI qui touche une bonne partie du territoire prospecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative et de lui adresser dans un délai de 3 mois un porter à connaissance pour lui notifier les modifications suivantes :

- le changement d'exploitant selon les dispositions de l'article R.181-47 du code de l'environnement,
- la mise à jour du volume et tonnage des activités pour les rubriques 2710.1, 2710.2 et 2794,
- la demande de bénéfice des droits acquis pour les activités de la rubrique 2710.2 selon les articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement.

Cette mise à jour doit être accompagnée des éléments et justificatifs nécessaires.

Si la capacité de broyage des déchets verts est au-delà du seuil de la déclaration, l'exploitant

devra déposer un nouveau dossier d'enregistrement si l'ensemble des rubriques du site ne relèvent que du régime de l'enregistrement. Dans ce cas, les installations soumises à déclaration devront faire l'objet d'une télédéclaration en parallèle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de vérification des installations électriques réalisé par SOCOTEC le 13 mars 2025 (rapport n°91660/25/3230). L'exploitant dispose : - du certificat Q18 permettant de conclure à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion, - du certificat Q19 qui conclut à l'absence d'anomalies constatées, Le rapport de l'intervention du 13 mars 2025 ne présente pas d'observation de l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : AR 1 - Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, limites d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le rapport de vérification des installations électriques réalisé par SOCOTEC le 13 mars 2025 (rapport n°91660/25/3230) indique que l'organisme a réalisé une vérification complète des

installations de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'assurer la lutte extérieure, l'exploitant indique disposer d'une borne à incendie localisée à l'entrée de son site.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit de la borne incendie.</p> <p>En outre, l'inspection constate que cet hydrant se trouve à plus de 100 mètres des stockages de déchets.</p> <p>L'article 20 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 sus-visé prescrit que tout point de l'installation doit se trouver à une distance maximale de 100 mètres d'un appareil d'incendie (poteaux, réserves, prises d'eau, etc.), délivrant au minimum un débit de 60 m³/h pendant une durée de 2 heures.</p> <p>L'exploitant dispose de 3 extincteurs pour le site. Lors de la visite, ils sont tous stockés dans le local agent.</p> <p>L'inspection fait remarquer qu'un extincteur supplémentaire devrait être positionné au niveau des containers de stockage des déchets dangereux qui présentent un risque incendie.</p>

L'exploitant indique qu'un des 3 extincteurs est dédié à la zone DDS. Il justifie de sa présence dans le local agent pour éviter les vols.

Post-visite, l'exploitant nous transmet par mail du 7 avril 2025, le rapport de synthèse de la réalisation des mesures sur le poteau incendie réalisé le 20/11/24.

Les mesures réalisées indiquent que l'hydrant à un débit de 48,6 m³/h à 5 bars.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 15 jours de repositionner à minima un extincteur au niveau des zones de stockage des déchets dangereux. Cet extincteur permettrait de couvrir le risque incendie de la plateforme des déchets verts située à proximité.

Considérant que l'absence d'un hydrant permettant de délivrer le débit réglementaire de 60 m³/h et situé à moins de 100 mètres des limites du site constitue une non-conformité majeure, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Maine-et-Loire de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Vérifications périodiques et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, extincteurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le registre de vérification des extincteurs réalisé par l'organisme de contrôle MULTIPROTEC en 2023 et 2024.

L'exploitant dispose de 3 extincteurs répartis dans le local agent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à

<p>l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous indique que le site ne dispose pas de dispositif permettant la rétention des eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant que l'absence d'un dispositif de confinement des eaux susceptibles d'être polluées notamment lors d'un incendie constitue une non-conformité majeure, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Maine-et-Loire de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 7 : Rejet aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32, 34 et 35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 32 Collecte des eaux pluviales.</u> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 33 Mesure des volumes rejetés et points de rejets.</u> La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p><u>Article 35 - Valeurs limites de rejets</u></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la</p>

norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Paramètres	Arrêté du 26 mars 2012	Arrêté préfectoral du 8 décembre 1997
pH	5,5-8,5	6-9
Température	30 °C	/
MES	< 100 mg/L	< 100 mg/l
DCO	< 150 mg/l	<150 mg/l
DBO5	< 300 mg/l	< 50 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l	< 10 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l	/
Chrome hexavalent	0,1 mg/l	/
Cyanures totaux	0,1 mg/l	/
AOX	5 mg/l	/
Arsenic	0,1 mg/l	/
Métaux totaux	15 mg/l	/

Constats :

L'exploitant indique ne pas réaliser le contrôle des eaux pluviales rejetées en aval du débourbeur/deshuileur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder au suivi des rejets aqueux tels que définis dans l'arrêté du 26 mars 2012.

Considérant que l'absence de suivi des eaux susceptibles d'être polluées constitue une non-conformité majeure, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Maine-et-Loire de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

L'exploitant infiltre les eaux pluviales de voiries qui sont des eaux susceptibles d'être polluées sans contrôle préalable de leur qualité.

Dans le cadre de la cessation d'activité de son site, un état de la pollution du sol et des eaux souterraines devra être réalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Dechets
Prescription contrôlée : Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires. I. Registre des déchets sortants. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatique pour le suivi des déchets sortants. Par mail du 27 mars 2025, l'exploitant a fourni : - copie du fichier excel relatif au registre de suivi des déchets non dangereux du 1 ^{er} au 28 février 2025, - copie du registre de suivi des déchets dangereux généré par l'application Trackdéchets. Il est ainsi constaté que ces registres contiennent au minimum toutes les informations demandées à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012. Le groupe BRANGEON assure le transport des déchets dangereux de la déchèterie. L'inspection constate que le registre de suivi des déchets non dangereux ne fait pas mention des déchets verts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant dans un délai de 1 mois d'intégrer le suivi des déchets verts au registre et de lui transmettre une copie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déchets produits par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :

<p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 27 mars 2025, l'exploitant a fourni le rapport d'intervention de la SARP Centre OUEST en date du 08/07/2024 et relatif à l'hydrocurage du réseau (rapport n° 17030347.1.1).</p> <p>Post-visite, l'exploitant transmet par mail du 7 avril 2025, le bordereau d'identification et de suivi des matières de vidanges des ANC et autres sous-produits d'assainissement (n° 17030347.1.1-5) remis par la SARP OUEST le 8 juillet 2024.</p> <p>Ce bordereau indique que les sous-produits vidangés correspondent à des déchets de curage de réseau (code 20 03 06).</p> <p>Dans le cadre d'un nettoyage d'un séparateur à hydrocarbures, les contenus correspondent aux codes déchets 13 05 01 * à 13 05 07*.</p> <p>Il s'agit de déchets dangereux qui nécessitent l'émission d'un bordereau de déchets via Trackdéchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier dans un délai de 15 jours que l'établissement dispose bien d'un dispositif de traitement des eaux pluviales avant rejet dans les lagunes (photos, plans)</p> <p>Lors du prochain nettoyage du séparateur à hydrocarbures, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur concernant les déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 10 : Entreposage des déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Locaux d'entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p> <p>Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>I. Réaction au feu</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. Résistance au feu</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>- l'ensemble de la structure est a minima R. 15 ; - les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce</p>

<p>bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a installé un nouveau conteneur destiné au stockage des batteries. Celui-ci est vide le jour de la visite.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant les justificatifs permettant d'établir le comportement au feu des conteneurs dédiés aux déchets dangereux (DDS).</p> <p>Post-visite, l'exploitant nous transmet par mail du 7 avril 2025, l'attestation du fournisseur du conteneur DDS DELAHAYE INDUSTRIES relatif à la tenue et au classement au feu.</p> <p>Cette attestation stipule que le conteneur DDS est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en acier galvanisé, classé au feu M0, Euroclasse A1, - d'une structure résistante au feu à minima R15 et d'une toiture Croof (t3), classe T15.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Réception des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'une desserte avec 2 bacs est mise à disposition des usagers devant le local des DDS (déchets diffus spécifiques) pour le dépôt de leurs déchets dangereux.</p>

Nous constatons la présence de 6 palox en plastique identifiés pour l'opérateur ECODDS dont 4 remplies de DDS, stockées devant le local DDS. Ces caisses disposent chacune d'un couvercle et sont équipées d'une housse de protection pour assurer l'étanchéité. Un des palbox est dédié aux déchets non identifiés.

Dans le local des DDS, nous constatons que les déchets dangereux sont stockés sur 3 niveaux par catégorie de déchets :

- un stockage au sol comprenant 5 palox en plastique dédiés aux déchets pâteux et identifiés pour l'opérateur ECODDS,
- un stockage sur deux étagères accueillant une vingtaine de caisses crocodiles identifiées pour l'opérateur ECODDS et permettant de trier les déchets par catégorie .
- 4 caisses crocodiles et un bidon contenant des DDS posées au sol dans le conteneur.

Chaque caisse crocodile fait office de rétention. De plus, le fond du conteneur est équipé de caillebotis permettant d'avoir un volume de rétention.

Des affichettes de consignes de tri et des dangers sont mises à disposition des agents à l'intérieur du local DDS.

Un panneau informant du contenu du local DDS (« déchets ménagers dangereux ») et une affichette matérialisant le plan de stockage du local de stockage sont affichés à l'extérieur.

En extérieur, entre le local DDS et la borne à huile, l'exploitant a posé sous abri et rétention 2 bidons dédiés au dépôt des filtres automobiles et accessible au public.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant:

- cesse le stockage de déchets dangereux en extérieur y compris les filtres ,
- organise le stockage des DDS par type de déchets et selon leur compatibilité,
- complète l'affichage du local en extérieur : information des risques encourus, équipement individuels à utiliser, consignes à mettre en œuvre en cas de problème, panneau d'accès interdisant l'accès au public et rappelant l'interdiction de fumer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des huiles

Prescription contrôlée :

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur.

La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est

<p>facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une borne à huile est mise à disposition du public entre le local DDS et le local D3E.</p> <p>L'exploitant a aménagé une rampe d'accès pour permettre d'accéder à la trappe de la borne. Un palox en plastique muni d'une housse est positionné sur le côté de la borne pour permettre le dépôt des bidons d'huiles vides. L'inspection n'a pas identifié de dispositif de rétention déployé sur la borne. Des traces d'huiles sont présentes sur le sol.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier si la borne est équipée d'un système de double peau. En outre, le prestataire nous informe avoir reçu un récupérateur d'égouttures d'huile qu'il envisage d'installer prochainement.</p> <p>L'inspection constate la présence d'une caisse d'absorbant à proximité de la borne.</p> <p>Post-visite, l'exploitant nous transmet par mail du 7 avril 2025 : - la fiche technique de la borne à huile qui précise l'équipement en double cuve avec système de détection anti-fuite, - une photo matérialisant la pose d'une grille de rétention devant la borne à huile.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installe la borne à l'abri des intempéries , - installe les affichages nécessaires (risques et mode opératoire).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : plan de formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; • la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; • la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; • les déchets et les filières de gestion des déchets ; • les moyens de protection et de prévention ;

- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Constats :

L'exploitant a fourni par mail du 27 mars 2025 le tableau des formations suivies de 2023 à 2024 par les 2 agents du groupe BRANGEON intervenant sur la déchèterie de Corné.

Les formations suivies par les 2 agents sont les suivantes :

- DDS,
- Equipier de première intervention (EPI),
- Accueil des usagers et gestion des conflits,
- Sauveteur secouriste du travail (SST).

Un agent a suivi une formation prévention physique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Règles d'aménagement du site – sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27

Thème(s) : Autre, prévention des chutes et des collisions

Prescription contrôlée :

Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.

I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.

II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

Constats :

Le site dispose d'une voirie d'accès à 9 quais de déchargement en hauteur.

L'inspection constate que sur les 9 quais de déchargement, 3 quais sont condamnés.

L'exploitant a neutralisé l'accès des 3 quais avec des barrières vauban, de la rubalise et quelques affichettes d'information.

Des blocs lego ont été montés à la base des quais condamnés sur 4 niveaux pour soutenir la structure des quais.

En ce qui concerne les quais qui restent accessibles, les parois des bennes de 35 m³ positionnées en contrebas font office de garde-corps.

Des barrières vauban permettent de neutraliser les angles sur le côté des bennes.

L'inspection constate que la hauteur de la benne par rapport au quai reste insuffisante et qu'il reste un espace entre le mur et la benne.

<p>Cet aménagement n'empêche pas les usagers de se baisser et de se pencher au droit des bennes. Il résulte de ce constat que le dispositif anti-chute n'est pas adapté car le risque de chutes est avéré.</p> <p>L'inspection constate que la voirie d'accès aux quais et les quais eux-mêmes sont dans un état dégradé et présentent des fissures. Pour palier l'absence des 3 quais, l'exploitant a installé une zone de dépôts au sol pour les gravats, matérialisée par une alvéole entourée de lego-blocs, à proximité des déchets verts.</p> <p>Un plan de circulation avec la limite de vitesse est affiché à l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tenant compte du contexte relatif à la relocalisation de la déchèterie d'ici 4 ans qui exclut des travaux lourds de génie civil dans l'immédiat, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre des mesures supplémentaires pour palier au risque de chute sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>